

PARTIE I

DROIT DU TRAVAIL

A RELATIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL

I

DROIT SYNDICAL

a

LES DÉLÉGATIONS SYNDICALES

(C.C.T. n° 5)

1. | Règlementation

(art. 1^{er})

1

- principes: C.C.T. n° 5,
- modalités d'application: conventions conclues au niveau des (sous)-commissions paritaires ou au niveau de l'entreprise.

2. | Notion de délégation syndicale

(art. 6)

2

- en principe: la représentation auprès de l'employeur des travailleurs de l'entreprise affiliés à une organisation syndicale,
- peut être étendue par convention conclue en commission paritaire à la représentation de l'ensemble des catégories du personnel.

3. | Institution et composition

(art. 7-8)

3

- à la demande d'une ou de plusieurs délégations syndicales,
- à condition d'avoir un minimum de personnel occupé ou un minimum de demandes exprimées par les travailleurs,
- les candidats seront
 - proposés par les délégations syndicales,
 - désignés ou élus par les délégations syndicales.

4. | Compétences de la délégation syndicale

4.1. | Généralités

(art. 11-14)

4 e.a.:

- agir en ce qui concerne les relations de travail,

- négocier en vue de la conclusion de C.C.T.,
- veiller à l'application dans l'entreprise de la législation sociale, des C.C.T., du règlement de travail et des contrats individuels de travail,
- se faire entendre par l'employeur à l'occasion d'un litige collectif (imminent) ou d'un différend de caractère collectif,
- assister les travailleurs à l'occasion d'une réclamation individuelle,
- le droit d'être informé au préalable des changements susceptibles de modifier les conditions contractuelles ou habituelles de travail ou de rémunération,
- remplir certaines tâches du conseil d'entreprise et/ou du comité pour la prévention et la protection au travail à défaut de ces organes,
- planifier, à défaut de conseil d'entreprise, de commun accord avec l'employeur le congé-éducation payé.

4.2. | Dans des entreprises de moins de 50 travailleurs

5 recevoir dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice comptable, les informations des comptes annuels déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique:

- le chiffre d'affaires,
- les rémunérations,
- la moyenne des effectifs,
- l'actif,
- le résultat de l'exercice comptable avant et après imposition.

5. | Le statut des membres de la délégation

5.1. | Durée du mandat

(art. 16)

6 maximum 4 ans.

5.2. | Protection contre le licenciement

5.2.1. | Principe

(art. 18)

7 pas de licenciement pour des motifs inhérents à l'exécution du mandat.

5.2.2. | Procédure à suivre en cas de licenciement, sauf pour motif grave

(art. 18)

8

- information au préalable de la délégation syndicale ainsi que de l'organisation qui a présenté la candidature,
- par lettre recommandée sortissant ses effets le 3^e jour suivant la date d'expédition,
- l'organisation syndicale dispose d'un délai de 7 jours pour notifier par lettre recommandée son refus d'admettre la validité du licenciement,
- en cas de refus:
 - la commission paritaire tranche à l'unanimité dans les 30 jours de la demande d'intervention,
 - sans quoi l'affaire est soumise au tribunal du travail.

5.2.3. | Procédure en cas de licenciement pour motif grave

(art. 19)

- 9 information immédiate du syndicat.

5.2.4. | Sanction en cas de violation de la disposition de protection

(art. 20)

10

- indemnité due par l'employeur = 1 an de rémunération brute,
- le cumul
 - avec une indemnité de rupture est autorisé,
 - n'est pas autorisé avec l'indemnité spéciale prévue pour les membres du conseil d'entreprise ou du comité pour la prévention et la protection au travail [→ n° 42].

II

ORGANISATION D'ENTREPRISE DE DROIT PUBLIC

a

LE CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

(L. 29.05.1952)

11 liste des C.C.T. applicables conclues au sein du Conseil national du travail.

Numéro	Date	Sujet
1bis	21. 12. 1978	Clause dérogatoire de non-concurrence employés
1ter	28. 02. 1980	Rend la durée de validité de 1bis indéterminée
5 ¹	24. 05. 1971	Délégations syndicales [→ n° 1]
5bis ¹	30. 06. 1971	Modification de 5
5ter ¹	21. 12. 1978	Modification de 5
5quater ¹	05. 10. 2011	Modification de 5
6 ¹	30. 06. 1971	Facilités des membres du comité de sécurité
8	16. 03. 1972	Technique de conversion de l'indice des prix à la consommation dans les C.C.T. de 1966 = 100 à 1971 = 100
9	09. 03. 1972	Coordination des accords nationaux et des C.C.T. relatifs aux conseils d'entreprise
9bis	29. 10. 1991	Modification de 9
9ter	27. 02. 2008	Modification de 9
9quater	27. 06. 2012	Modification de 9
10	08. 05. 1973	Licenciements collectifs - indemnité [→ n° 1488]
10bis	02. 10. 1975	Modification de 10
10ter	24. 03. 1976	Licenciements collectifs-coefficient à appliquer au plafond de la rémunération brute mensuelle
10quater	06. 12. 1983	Modification de 10
10quinquies	17. 11. 1999	Modification de 10
10sexies	01. 04. 2009	Modification de 10
12bis	26. 02. 1979	Salaire mensuel garanti aux ouvriers [→ n° 220]
12ter	01. 02. 1983	Modification de 12bis
12quater	06. 12. 1983	Modification de 12bis
12quinquies	16. 12. 1986	Modification de 12bis
12sexies	28. 07. 1992	Modification de 12bis
13bis	26. 02. 1979	Salaire mensuel garanti à certains employés [→ n° 231]
13ter	01. 02. 1983	Modification de 13bis
13quater	06. 12. 1983	Modification de 13bis
13quinquies	16. 12. 1986	Modification de 13bis
13sexies	28. 07. 1992	Modification de 13bis
14	22. 11. 1973	Réduction de la durée hebdomadaire de travail (40 heures)
14bis	26. 03. 1975	Modification de 14
16	24. 10. 1974	Maintien de la rémunération durant les « petits-chômages »
17	19. 12. 1974	Chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2330]
17bis	29. 01. 1976	Modification de 17
17nonies	07. 06. 1983	Modification de 17

<i>Numéro</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
17 <i>sedecies</i>	22. 12. 1992	Exécution de 17
17 <i>septies-decies</i>	21. 12. 1993	Exécution de 17
17 <i>duodevicies</i>	26. 07. 1994	Modification de 17
17 <i>vicies</i>	17. 12. 1997	Modification de 17
17 <i>undevicies</i>	17. 12. 1997	Exécution de 17
17 <i>vicies semel</i>	15. 12. 1998	Exécution de 17
17 <i>vicies bis</i>	29. 12. 1999	Exécution de 17
17 <i>vicies ter</i>	19. 12. 2000	Exécution de 17
17 <i>vicies quater</i>	19. 12. 2001	Exécution de 17
17 <i>vicies quin- quies</i>	18. 12. 2002	Exécution de 17
17 <i>vicies sexies</i>	07. 10. 2003	Modification de 17
17 <i>vicies septies</i>	17. 12. 2003	Exécution de 17
17 <i>duodetricies</i>	21. 12. 2004	Exécution de 17
17 <i>undetricies</i>	21. 12. 2005	Exécution de 17
17 <i>tricies</i>	19. 12. 2006	Modification de 17
17 <i>tricies semel</i>	19. 12. 2006	Exécution de 17
17 <i>tricies bis</i>	20. 12. 2007	Exécution de 17
17 <i>tricies ter</i>	22. 12. 2008	Exécution de 17
17 <i>tricies quater</i>	21. 12. 2010	Exécution de 17
17 <i>tricies quin- quies</i>	18. 12. 2012	Exécution de 17
17 <i>tricies sexies</i>	27. 04. 2015	Modification de 17
17 <i>tricies septies</i>	15. 12. 2015	Modification de 17
17/38	19. 12. 2017	Modification de 17
17/39	17. 12. 2019	Modification de 17
17/40	15.12.2020	Modification de 17
19/9	23. 04. 2019	Intervention de l'employeur dans les frais de transport [-> n° 1269]
19/10	28. 05. 2019	Modification de 19/9
22	26. 06. 1975	Accueil et adaptation des travailleurs dans l'entreprise
24	02. 10. 1975	Procédure d'information et de consultation des représentants des travailleurs en matière de licenciements collectifs [-> n° 1494]
24 <i>bis</i>	06. 12. 1983	Modification de 24
24 <i>ter</i>	08. 10. 1985	Modification de 24
24 <i>quater</i>	21. 12. 1993	Modification de 24
24 <i>quinquies</i>	27. 09. 2016	Modification de 24
25	15. 10. 1975	Egalité des rémunérations entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins
25 <i>bis</i>	19. 12. 2001	Modification de 25
25 <i>ter</i>	09. 07. 2008	Modification de 25
27	27. 11. 1975	Déclaration par l'employeur de certains retards de paiement
28	26. 05. 1976	Technique de conversion de l'indice des prix à la consommation dans les C.C.T. (de 1971 = 100 à 1975 = 100)
29	29. 11. 1976	Heures supplémentaires
30	28. 03. 1977	Problèmes de rémunération de certains travailleurs à l'occasion des passages aux heures d'été et d'hiver
31	22. 11. 1977	Concierges d'immeubles à appartements
32 <i>bis</i>	07. 06. 1985	Maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et détermination des droits des travailleurs repris lors d'un transfert de l'actif après faillite [-> n° 1507]
32 <i>ter</i>	02. 12. 1986	Modification de 32 <i>bis</i>

Numéro	Date	Sujet
32quater	19. 12. 1989	Modification de 32bis
32quinquies	13. 03. 2002	Modification de 32bis
32sexies	27. 09. 2016	Modification de 32bis
32/7	23. 04. 2019	Modification de 32bis
34	27. 02. 1981	Complément de 9
35	27. 02. 1981	Travail à temps partiel [→ n° 285]
35bis	09. 02. 2000	Modification de 35
36 ²	27. 11. 1981	Travail temporaire, travail intérimaire et mise à la disposition de travailleurs
36quater	27. 11. 1981	Statut des délégations syndicales des travailleurs intérimaires
36septies	05. 06. 1984	Supplément au contenu du contrat entre le bureau d'intérimaires et l'usager
36octies	05. 03. 1985	Modification de 36
36terdecies	16. 10. 2000	Modification de 36
36quaterdecies	19. 12. 2001	Travail intérimaire dans le secteur de la construction
36quindecies	19. 07. 2004	Modification de 36
37	27. 11. 1981	Conseils d'entreprise-modification de 9
38	06. 12. 1983	Règles concernant la sélection et l'embauche du personnel [→ n° 936]
38bis	29. 10. 1991	Modification de 38
38ter	17. 07. 1998	Modification de 38
38quater	14. 07. 1999	Modification de 38
38quinquies	21. 12. 2004	Modification de 38
38sexies	10. 10. 2008	Modification de 38
39	13. 12. 1983	Information et délibération en ce qui concerne les conséquences sociales de l'adoption de technologies nouvelles
40	11. 01. 1984	Technique de conversion de l'indice 1975 = 100 à l'indice 1981 = 100 dans les C.C.T.
41	25. 03. 1986	Caution
41bis	13. 04. 2016	Modification de 41
42	02. 06. 1987	Instauration des nouveaux régimes de travail au sein des entreprises [→ n° 1058]
42bis	10. 11. 1987	Modification de 42
43	02. 05. 1988	Modification et coordination de 21 et 23
43bis	16. 05. 1989	Complément de 43
43ter	19. 12. 1989	Modification de 43
43quater	26. 03. 1991	Modification de 43
43quinquies	13. 07. 1993	Modification de 43
43septies	02. 07. 1996	Modification de 43
43octies	23. 11. 1998	Modification de 43
43nonies	30. 03. 2007	Modification de 43
43decies	20. 12. 2007	Modification de 43
43undecies	10. 10. 2008	Modification de 43
43duodecies	28. 03. 2013	Modification de 43
43terdecies	28. 03. 2013	Modification de 43
43quaterdecies	26. 05. 2015	Modification de 43
45	19. 12. 1989	Congé pour raisons impérieuses [→ n° 500]
46	23. 03. 1990	Encadrement de prestations de nuit [→ n° 1036]
46quinquies	21. 12. 1993	Exécution de 46 [→ n° 1025]
46sexies	09. 01. 1995	Modification de 46
46septies	24. 04. 1995	Modification de 46
46octies	17. 12. 1997	Exécution de 46
46nonies	15. 12. 1998	Exécution de 46
46decies	20. 12. 1999	Exécution de 46
46undecies	19. 12. 2000	Exécution de 46
46duodecies	19. 12. 2001	Exécution de 46

Numéro	Date	Sujet
46terdecies	18. 12. 2002	Exécution de 46
46quaterdecies	17. 12. 2003	Exécution de 46
46quindecies	21. 12. 2004	Exécution de 46
46sedecies	21. 12. 2005	Exécution de 46
46septiesdecies	19. 12. 2006	Exécution de 46
46duodevicies	20. 12. 2007	Exécution de 46
46undevecies	22. 12. 2008	Exécution de 46
46vicies	21. 12. 2010	Exécution de 46
46vicies semel	18. 12. 2012	Exécution de 46
46vicies bis	15. 12. 2015	Exécution de 46
46/23	19. 12. 2017	Exécution de 46
46/24	17. 12. 2019	Exécution de 46
46/25	15.12.2020	Exécution de 46
48	29. 01. 1991	Technique de conversion de l'indice 1981 = 100 à l'indice 1988 = 100 [→ n° 1560]
49	21. 05. 1991	Indemnité financière spéciale prestations de nuit [→ n° 1042]
49bis	09. 01. 1995	Modification de 49
50	29. 10. 1991	Revenu minimum mensuel garanti des travailleurs de moins de 21 ans
50bis	28. 03. 2013	Modification de 50
50ter	26. 05. 2015	Modification de 50
51	10. 02. 1992	Réinsertion professionnelle
53	23. 02. 1993	Chômage partiel [→ n° 212]
55	13. 07. 1993	Prépension à mi-temps
55bis	07. 02. 1995	Modification de 55
55ter	10. 03. 1998	Modification de 55
62	06. 02. 1996	Conseil d'entreprise européen [→ n° 84]
62bis	06. 10. 1998	Modification de 62
62ter	06. 10. 2004	Modification de 62
62quater	30. 01. 2007	Modification de 62
62quinquies	21. 12. 2010	Modification de 62
64	29. 04. 1997	Droit au congé parental [→ n° 467]
64bis	24. 02. 2015	Modification de 64
66 ¹	04. 11. 1997	Fonds de sécurité d'existence [→ n° 22]
67	29. 01. 1998	Technique de conversion de l'indice de santé 1988=100 à l'indice de santé 1996=100
68	16. 06. 1998	Protection de la vie privée des travailleurs face aux caméras de surveillance sur les lieux du travail [→ n° 1345]
69	17. 07. 1998	Règles de conversion et d'arrondissement en euro des montants des barèmes, primes, indemnités et avantages
72	30. 03. 1999	Prévention du stress au travail [→ n° 1182]
73	17. 11. 1999	Prépension à partir de 56 ans
75	20. 12. 1999	Délais de préavis ouvriers [→ n° 185]
76	18. 07. 2000	Travail de nuit [→ n° 1046]
77bis	19. 12. 2001	Crédit-temps
77ter	10. 07. 2002	Modification C.C.T. n° 77bis
77quater	30. 03. 2007	Modification C.C.T. n° 77bis
77quinquies	02. 02. 2009	Modification C.C.T. n° 77bis
77sexies	15. 12. 2009	Modification C.C.T. n° 77bis
77septies	02. 06. 2010	Modification C.C.T. n° 77bis
78	30. 03. 2001	Introduction Euro
78bis	20. 04. 2001	Modification C.C.T. n° 78
80	27. 11. 2001	Pauses d'allaitement [→ n° 986]
80bis	13. 10. 2010	Modification de 80
81	26. 04. 2002	Contrôle utilisation d'Internet et de l'e-mail au travail [→ n° 1355]

Numéro	Date	Sujet
82	10. 07. 2002	Outplacement [→ n° 952]
82bis	17. 07. 2007	Modification de 82
83	03. 06. 2003	Prépension
84	06. 10. 2004	Société européenne – Implication des travailleurs [→ n° 87]
84bis	21. 12. 2010	Modification de 84
85	09. 11. 2005	Télétravail [→ n° 261]
85bis	27. 02. 2008	Modification de 85
87	25. 01. 2006	Technique de conversion de l'indice de santé 1996=100 à l'indice de santé 2004=100 [→ n° 1560]
88	30. 01. 2007	Implication des travailleurs dans la société coopérative européenne [→ n° 88]
88bis	21. 12. 2010	Modification de 88
89	30. 01. 2007	Prévention des vols et contrôle de sortie des travailleurs quittant l'entreprise ou le lieu de travail
90	20. 12. 2007	Avantages non récurrents liés aux résultats [→ n° 1308]
90bis	21. 12. 2010	Modification de 90
90/3	27. 11. 2018	Modification de 90
94	29. 04. 2008	Participation des travailleurs dans les sociétés issues de la fusion transfrontalière de sociétés de capitaux
95	10. 10. 2008	Egalité de traitement [→ n° 1314]
98	20. 02. 2009	Eco-chèques [→ n° 1631]
98bis	21. 12. 2010	Modification de 98
98ter	24. 03. 2015	Modification de 98
98quater	26. 01. 2016	Modification de 98
98quinquies	23. 05. 2017	Modification de 98
98/6	16. 07. 2019	Modification de 98
99	20. 02. 2009	Niveau de rémunération des travailleurs handicapés
100	01. 04. 2009	Politique préventive en matière d'alcool et de drogues dans l'entreprise [→ n° 1210]
101	21. 12. 2010	Information et consultation des travailleurs dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire [→ n° 84]
102	05. 10. 2011	Maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'une réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice [→ n° 1510]
102bis	27. 09. 2016	Modification de 102
103	27. 06. 2012	Instaure un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière
103bis	27. 04. 2015	Adaptation de 103
103ter	20. 12. 2016	Adaptation de 103
103/4	29. 01. 2018	Adaptation de 103
103/5	07.10.2020	Adaptation de 103
104	27. 06. 2012	Mise en œuvre d'un plan pour l'emploi des travailleurs âgés [→ n° 886]
107	28. 03. 2013	Régime de chômage avec complément d'entreprise
108	16. 07. 2013	Travail temporaire et travail intérimaire [→ n° 508]
108/2	24. 07. 2018	Adaptation de 108
109	12. 02. 2014	Motivation du licenciement [→ n° 202]

<i>Numéro</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
110	12. 02. 2014	Technique de conversion de l'indice santé 2004 = 100 à l'indice santé 2013 = 100 [→ n° 1560]
129	23. 04. 2019	Heures supplémentaires [→ n° 1000] volontaires
130	23. 04. 2019	Régime de chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2332]
131	23. 04. 2019	Régime de chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2332]
132	23. 04. 2019	Régime de chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2332]
133	23. 04. 2019	Régime de chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2332]
134	23. 04. 2019	Régime de chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2332]
135	23. 04. 2019	Régime de chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2332]
136	23. 04. 2019	Régime de chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2332]
138	23. 04. 2019	Régime de chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2332]
139	23. 04. 2019	Régime de chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2332]
140	23. 04. 2019	Régime de chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2332]
141	23. 04. 2019	Régime de chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2332]
142	23. 04. 2019	Régime de chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2332]
143	23. 04. 2019	Régime de chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2332]
145	17. 12. 2019	Régime de chômage avec complément d'entreprise [→ n° 2332]
148 ¹³	07.10.2020	Manque de travail résultant de causes économiques – COVID-19
149 ¹⁴	26.01.2021	Télétravail recommandé ou obligatoire – COVID-19

1. Non (encore) rendue obligatoire.
2. Abrogée par la C.C.T. n° 108, à l'exception de l'article 17, § 2, phrase introductive et cinquième tiret et de l'article 18.
3. Applicable du 01.07.2020 au 31.12.2021.
4. Applicable du 26.01.2021 au 31.12.2021.

b

COMMISSIONS PARITAIRES

(L. 05.12.1968)

1. | Constitution

1.1. | Commissions paritaires

(art. 35)

12

- par A.R.,
- à l'initiative du gouvernement ou à la demande d'une ou de plusieurs organisations.

1.2. | Sous-commissions paritaires

(art. 37)

13

- par A.R.,
- à la demande d'une commission paritaire.

1.3. | Liste des commissions et sous-commissions paritaires

1.3.1. | Commissions paritaires pour les travailleurs dont l'occupation est de caractère principalement manuel, et leurs employeurs

14

<i>Numéro</i>	<i>Secteur</i>	<i>Sous-commissions</i>
100	Commission paritaire auxiliaire pour les ouvriers	
101	Commission nationale mixte des mines	

<i>Numéro</i>	<i>Secteur</i>	<i>Sous-commissions</i>
102	Industrie des carrières	<ol style="list-style-type: none"> 1. Industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler de la province de Hainaut 2. Industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur 3. Industrie des carrières de porphyre des provinces du Brabant wallon et de Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon 4. Industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon 5. Industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur 6. Industrie des carrières de gravier et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, du Limbourg et du Brabant flamand 7. Industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai 8. Industrie des carrières et scieries de marbres de tout le territoire du Royaume 9. Industrie des carrières de calcaire non taillé et des fours à chaux, des carrières de dolomies et des fours à dolomies de tout le territoire du Royaume 10. Industrie de la récupération de terrils¹ 11. Industrie des carrières des ardoisières, des carrières de coticule et pierres à rasoir des provinces du Brabant wallon, du Hainaut, de Liège, du Luxembourg et de Namur
104	Industrie sidérurgique	
105	Métaux non-ferreux	
106	Industries du ciment	<ol style="list-style-type: none"> 1. Fabriques de ciment 2. Industrie du béton 3. Fibrociment
107	Maîtres-tailleurs, tailleuses et couturières	
109	Industrie de l'habillement et de la confection	
110	Entretien du textile	
111	Constructions métallique, mécanique et électrique	
112	Entreprises de garages	
113	Industrie céramique	Tuileries
114	Industrie de briques	
115	Industrie verrière	
116	Industrie chimique	
117	Industrie et commerce du pétrole	
118	Industrie alimentaire	
119	Commerce alimentaire	
120	Industrie textile	<ol style="list-style-type: none"> 1. Industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers 2. Fabrication et commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement